

Venezuela : nationalisations dans le secteur sidérurgique

Contributed by Redaktion
Sunday, 31 May 2009

Le 21 mai dernier, lors d'une réunion avec des travailleurs du secteur industriel de l'Etat de Guyana, au Venezuela, le Président Chavez a annoncé la nationalisation de plusieurs entreprises des secteurs du fer et de l'acier : Orinoco Iron, VENPRECAR, MATESI, COMSIGUA, TAVSA et Cerámicas Carabobo. Il a aussi ratifié la convention collective de l'entreprise CVG Ferrominera. Enfin, Chavez annoncé la création d'un complexe industriel sidérurgique public, en indiquant que « ces entreprises doivent être placées sous contrôle ouvrier ».

« L'atelier sur la Transformation Socialiste »

Cette réunion, appelée « atelier sur la Transformation Socialiste », s'est tenue dans le complexe CVG Ferrominera, à Puerto Ordaz, dans l'Etat de Guyana. 400 travailleurs y ont participé : 200 ouvriers de l'aluminium et 200 ouvriers du fer et de l'acier. Aux côtés du Président Chavez se tenaient des ministres du gouvernement et le gouverneur de l'Etat, Francisco Rangel Gómez. Dans la journée, 40 ateliers se sont réunis, dont ont émergé une série de revendications et propositions, qui elles-mêmes découlaient des luttes menées par les travailleurs de ces industries, au cours de la dernière période.

Lors de la conclusion de la réunion, Chavez a fait d'importantes annonces qui ont provoqué des explosions d'enthousiasme, dans l'audience. Ainsi, par exemple, lorsqu'il a annoncé la ratification de la convention collective de CVG Ferrominera. « C'est une victoire pour tout le monde », a dit Chavez, « mais en particulier pour vous, les travailleurs et le Syndicat. »

Chavez a également évoqué la nécessité de développer l'éducation politique des travailleurs : « Il devrait y avoir une école dans chaque usine — de façon, comme le disait le Che, à créer non seulement des briques, de l'acier et de l'aluminium, mais aussi des hommes et des femmes nouveaux, une société nouvelle, une société socialiste. [...] Je pense qu'il est très important qu'on inaugure bientôt, ici, à Guyana, une Ecole d'éducation politique pour les travailleurs ; qu'on commence à analyser en profondeur différents thèmes : le socialisme, la politique, la culture, la société, l'économie. »

Les ateliers ont exprimé la nécessité de développer des industries de transformation pour les ressources naturelles extraites à Guyana. Le Président a marqué son accord, à ce sujet : « L'idée est de bâtir un pôle de développement, à Guyana, un complexe industriel intégré et haut de gamme. L'idée est de développer des industries de transformation qui ajoutent de la valeur aux produits des industries de base. On ne va pas indéfiniment importer des choses que l'on pourrait fabriquer nous-mêmes ! [...] C'est pourquoi je vous demande de me donner les projets que les travailleurs ont développés, pour qu'on se mette immédiatement au travail. »

Plus loin, Chavez a réaffirmé que « la seule façon, pour le Venezuela, de devenir une puissance, c'est en construisant le socialisme vénézuélien. Il n'y a pas d'autre voie que le socialisme bolivarien, et dans ce processus, la classe ouvrière a un rôle déterminant à jouer ! Un rôle crucial ! » Puis, Chavez a déclaré : « Encouragé par l'expérience des travailleurs, par les propositions qui ont été faites et qui ont émergé des profondeurs de la classe ouvrière, faisons en sorte de donner corps à ce grand Complexe industriel intégré. Pour cela, nationalisons le secteur de la brique ! Cela ne se discute pas ! Cela aurait du être fait il y a longtemps ! Engageons le processus de nationalisation immédiatement, pour créer ce complexe industriel ! »

Ces mesures ont électrisé l'audience, qui a crié : « C'est comme ça, comme ça qu'on gouverne ! » (« Así, así, así es que se gobierna »). On pouvait lire la surprise et la jubilation sur les visages des travailleurs et des syndicalistes. Même certains ministres avaient l'air surpris...

Contrôle ouvrier

Le Président Chavez a également insisté sur la nécessité que le secteur industriel soit sous contrôle ouvrier. S'adressant aux travailleurs : « C'est à vous, bien sûr, de réaliser ce plan ! Nous devons élever la productivité, l'efficacité et la transparence de toutes ces entreprises. Comme vous le dites, car vous avez raison de le dire, il faut que vous, qui travaillez dans l'entreprise, sachiez tout de l'entreprise. Quels sont les projets ? Comment l'entreprise est-elle administrée ? Comment sont dépensées ses ressources ? A qui et à quel prix achète-t-on les matières premières ? A qui et comment est-ce qu'on vend les biens produits ? Tout cela... L'ensemble du processus productif... Tout cela doit être sous contrôle ouvrier ! Je suis d'accord ! C'est comme cela que les choses doivent se passer ! »

Contrairement aux cris de désespoir des capitalistes, de leurs apologues, des réformistes et des bureaucrates qui s'opposent au contrôle ouvrier, le Président a souligné la supériorité du contrôle ouvrier sur l'administration

bureaucratique des usines. « Je suis certain que plus on vous donnera de responsabilité, mieux cela fonctionnera. […] Il nous faut discuter et concevoir le système. Il nous faut planifier jusqu'au plus petit détail ! »

Chavez a repris la proposition d'une participation des travailleurs à l'élection des dirigeants de l'entreprise : « Je suis d'accord pour que, sur votre initiative, nous élisions ensemble la direction des entreprises. » Plus tôt, dans la journée, les travailleurs avaient dénoncé le fait que des contre-révolutionnaires occupent toujours des positions dirigeantes dans des industries nationalisées, comme par exemple à SIDOR (acier). Ces gens s'efforcent de saboter toute forme d'expérience de contrôle ouvrier – comme ils l'ont fait à CVG Alcasa, à Invepal – et comme ils le font désormais à Inveval.

Chavez a également appelé les travailleurs à former des milices ouvrières : « dans chaque usine, il doit y avoir des bataillons ouvriers … en stockant les armes nécessaires … des fois que quelqu'un pense pouvoir nous jouer un tour. »

Des paroles aux actes

Le Président a clairement exprimé, dans son discours : la construction du socialisme requiert la participation consciente de la classe ouvrière. Mais il faut maintenant passer aux actes concrets. Nous avons trop souvent vu des ministres et des bureaucrates ignorer les consignes de Chavez. La puissante classe ouvrière de Guyana – comme celle de tout le pays – doit prendre des initiatives concrètes pour que ce discours de Chavez soit suivi d'effets.

Nous autres, travailleurs, devons prendre des mesures concrètes pour avancer, à commencer par l'élection et la révocation des dirigeants des industries de base. Nous devons former des comités de délégués élus et révocables, qui seront les organes d'un authentique contrôle ouvrier des entreprises. Nous devons contrôler les comptes de chaque industrie, de façon à mettre un terme au pillage, par la bureaucratie, de la plus-value que génère notre travail.

L'intégration et la planification de toute la production de l'aluminium et du fer, sous contrôle ouvrier, doivent être un premier pas en direction d'une planification démocratique de toute l'économie nationale. Les mesures de nationalisation annoncées doivent s'étendre à toutes les usines occupées ou en lutte – comme Vivex, Gotcha T-Shirts, INAF, MDS Transport, etc. Pourquoi nationaliser Cerámicas Carabobo mais pas ces entreprises ? Dans le même temps, les banques doivent être nationalisées, de façon à mettre leurs énormes ressources au service d'un développement rationnel de l'économie vénézuélienne, au profit de la grande majorité de la population. De manière générale, pour qu'une planification démocratique de l'économie soit possible, il faut nationaliser les principales entreprises et multinationales du pays.

Le Président Chavez a dit : « je lie mon sort au votre ». La classe ouvrière doit y répondre avec détermination – non seulement à Guyana, mais dans tout le pays. Si les responsables syndicaux ne veulent pas prendre d'initiatives dans ce sens, les travailleurs concernés doivent les remplacer par d'autres dirigeants, prêts à agir conformément à la volonté et aux intérêts de la classe ouvrière.

Hermann Albrecht (CMR Venezuela)